



Rapport d'enquête « cadre de vie et sécurité » 2016

Décembre 2016

Les actes de vandalisme contre le logement

Actes de vandalisme contre le logement

	2007	2009	2011	2013	2015
Ménages victimes					
Nombre	782 000	824 000	739 000	675 000	626 000
En % de l'ensemble des ménages	2,9	3,0	2,7	2,4	2,2
Faits					
Nombre	1 154 000	1 416 000	1 412 000	1 241 000	1 195 000
Nombre moyen par ménage victime	1,5	1,7	1,9	1,8	1,9
Nombre pour 1 000 ménages	43	52	51	44	42

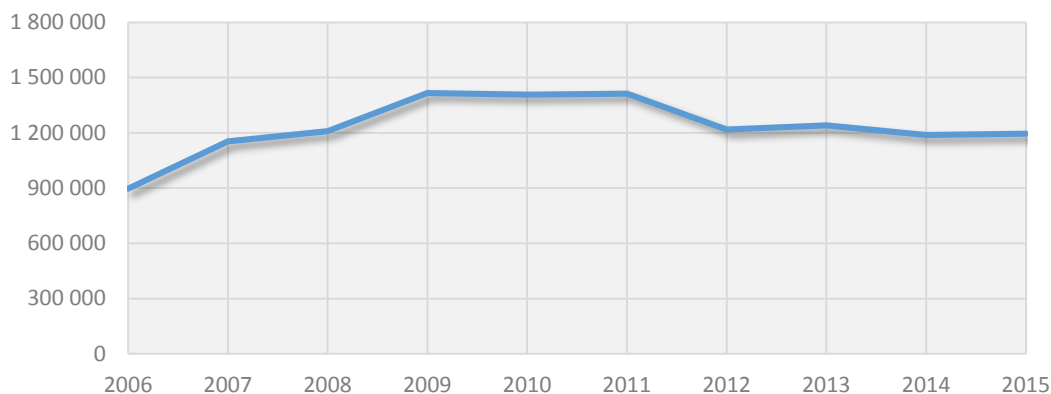
Champ : ménages ordinaires de France métropolitaine.

Source : enquêtes Cadre de vie et sécurité 2008, 2010, 2012, 2014 et 2016, Insee-ONDRP-SSMSI.

Lecture : en 2015, environ 626 000 ménages - soit 2,2 % de l'ensemble des ménages - déclarent avoir été victimes d'un acte de vandalisme contre leur logement.

En 2015, 626 000 ménages ont déclaré avoir été victimes d'un acte de vandalisme contre leur logement au cours de l'année, soit 2,2 % de l'ensemble des ménages. De nombreux ménages – environ 147 000 en 2015 – subissent plusieurs actes de vandalisme contre leur logement au cours d'une même année, ce qui explique l'écart entre le nombre de ménages victimes et le nombre de faits subis. Pour l'année 2015, on estime à près de 1 195 000 le nombre total d'actes de vandalisme contre le logement¹, ce qui représente près de deux faits par ménage victime en moyenne, et, dans l'ensemble de la population, 42 faits pour 1 000 ménages.

Évolution du nombre annuel d'actes de vandalisme contre le logement



Champ : ménages ordinaires de France métropolitaine.

Source : enquêtes Cadre de vie et sécurité 2007 à 2016, Insee-ONDRP-SSMSI.

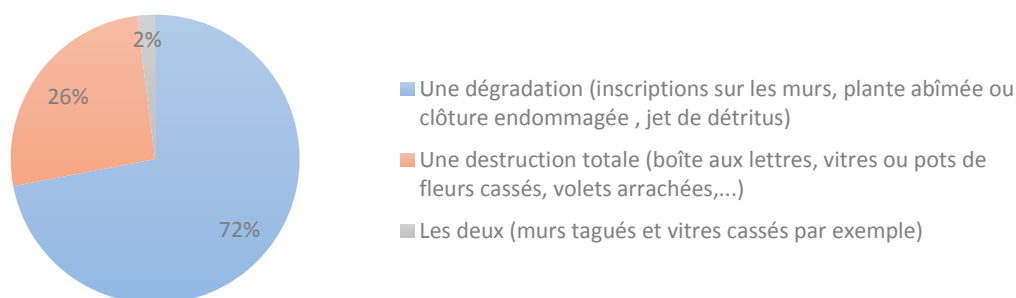
Lecture : en 2015, on estime à 1 195 000 le nombre d'actes de vandalisme contre le logement subis par les ménages.

En 2006, le nombre d'actes de vandalisme contre le logement était estimé à environ 900 000. Il a augmenté entre 2006 et 2009 pour se fixer à 1 400 000 faits pendant trois ans. Depuis 2012, le nombre d'actes de vandalisme contre le logement s'est stabilisé autour de 1 200 000 faits.

¹ Pour chaque victimation, le nombre de faits total est estimé à partir du nombre de faits subis déclarés par chaque ménage victime (cf. « Note méthodologique »).

Description des faits

Type d'acte de vandalisme contre le logement



Champ : ménages ordinaires de France métropolitaine, incident le plus récent dans l'année.

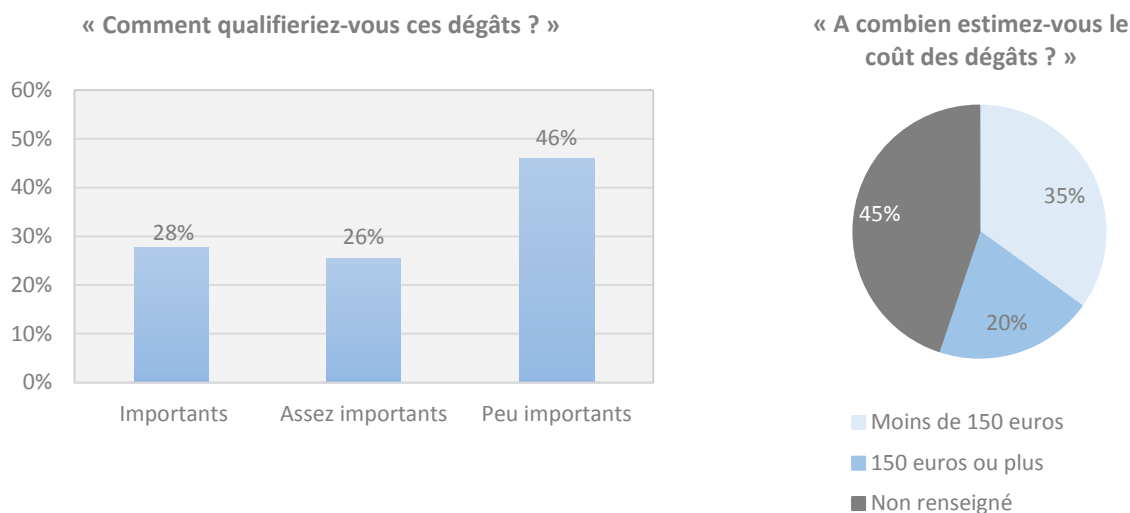
Source : enquêtes Cadre de vie et sécurité 2016, Insee-ONDRP-SSMSI.

Lecture : en 2015, 72 % des ménages victimes d'actes de vandalisme contre le logement déclarent qu'ils ont subi un acte de dégradation.

En 2015, les actes de vandalisme contre le logement correspondent dans trois quart des cas à des actes de dégradations seuls, comme par exemple des inscriptions sur les murs, une clôture endommagée ou encore un jet de débris. Dans un cas sur quatre, il s'agit de destructions totales comme des vitres ou des pots de fleurs cassés, des volets arrachés ou la destruction d'une boîte aux lettres. Rarement les ménages subissent les deux types d'actes à la fois (2 %).

En 2015, près d'une fois sur quatre, les ménages victimes d'actes de vandalisme contre leur logement ont vu le ou les auteurs (13 % des cas) ou su par la suite (10 %) qui était l'auteur (ou les auteurs) des faits. Dans l'ensemble, 15 % des ménages victimes déclarent qu'ils connaissaient de vue ou personnellement l'auteur (ou au moins un des auteurs s'ils étaient plusieurs).

Ampleur et coût des dégâts



Champ : ménages ordinaires de France métropolitaine, incident le plus récent dans l'année.

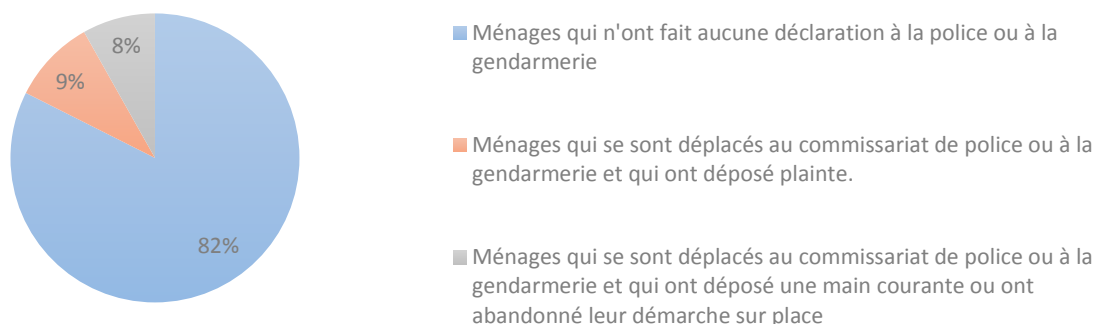
Source : enquêtes Cadre de vie et sécurité 2016, Insee-ONDRP-SSMSI.

Lecture : en 2015, 28 % des ménages victimes d'actes de vandalisme contre leur logement déclarent que les dégâts qu'ils ont subis sont importants. 35 % des ménages victimes d'actes de vandalisme contre leur logement estiment le coût des dégâts à moins de 150 euros.

Interrogés sur l'ampleur des dégâts, les ménages victimes d'actes de vandalisme contre leur logement déclarent le plus souvent qu'ils sont « peu importants » (46 % des ménages victimes en 2015). Néanmoins, 28 % les jugent « importants » et 26 % « assez importants ». En 2015, 45 % des ménages victimes d'actes de vandalisme contre leur logement n'ont pas pu ou n'ont pas souhaité estimer le montant des dégâts, 35 % estiment qu'ils sont inférieurs à 150 euros et 20 % qu'ils sont supérieurs à 150 euros.

Les recours

Déclaration à la police ou la gendarmerie



Champ : ménages ordinaires de France métropolitaine, incident le plus récent dans l'année.

Source : enquêtes Cadre de vie et sécurité 2016, Insee-ONDRP-SSMSI.

Lecture : en 2015, parmi les ménages victimes d'actes de vandalisme contre leur logement, 82 % n'ont pas fait de déclaration à la police ou la gendarmerie, les autres se sont déplacés au commissariat de police ou à la gendarmerie : 9 % ont déposé plainte et 8 % ont déposé une main courante ou ont abandonné leur démarche de dépôt de plainte sur place.

Le signalement des actes de vandalisme contre le logement auprès des services de police et de gendarmerie est peu fréquent. En 2015, 17 % des ménages victimes d'actes de vandalisme contre leur logement se sont déplacés au commissariat ou à la gendarmerie, et 9 % ont formellement déposé plainte.

Déclaration à l'assurance



Champ : ménages ordinaires de France métropolitaine, incident le plus récent dans l'année.

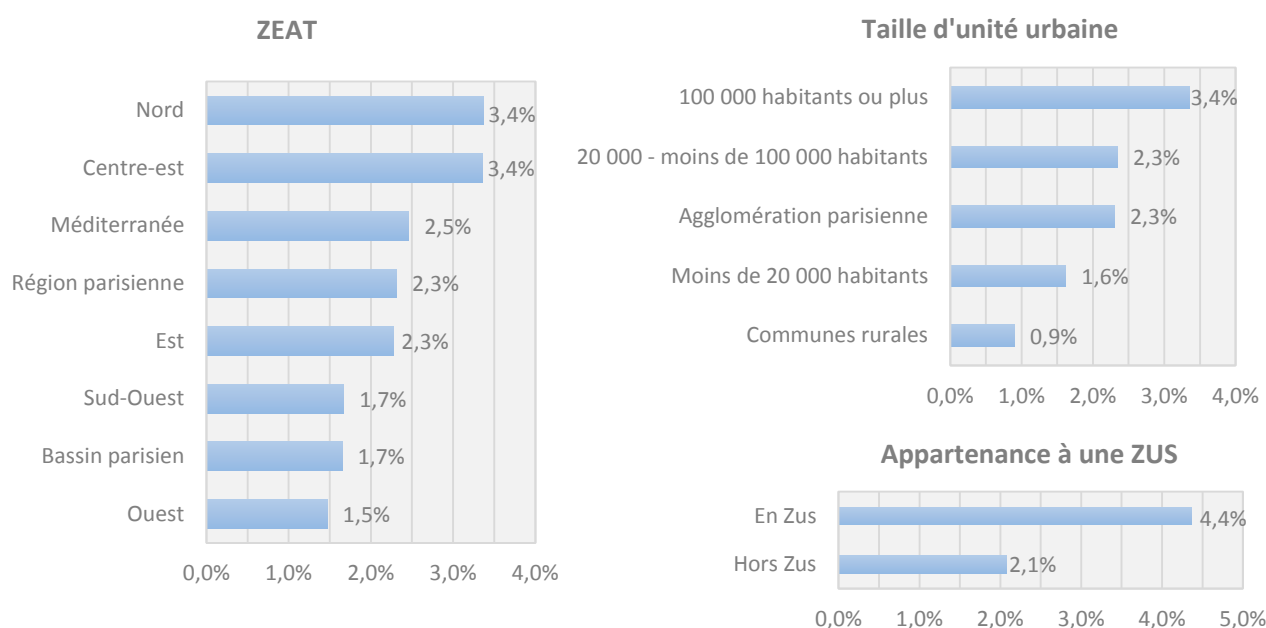
Source : enquêtes Cadre de vie et sécurité 2016, Insee-ONDRP-SSMSI.

Lecture : en 2015, parmi les ménages victimes d'actes de vandalisme contre le logement, 8 % étaient assurés et ont fait une déclaration auprès de leur assurance.

En 2015, seuls 8 % des ménages victimes d'actes de vandalisme contre leur logement ont fait une déclaration de sinistre auprès de leur assurance.

Profil des victimes

Proportion de ménages victimes d'actes de vandalisme contre leur logement selon les caractéristiques du lieu de résidence



Champ : ménages ordinaires de France métropolitaine.

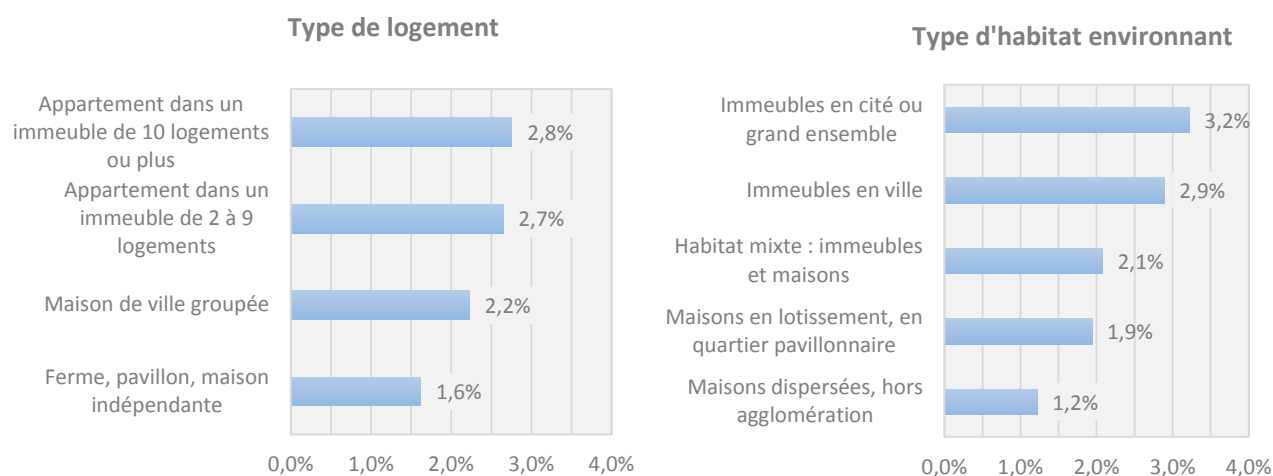
Source : enquêtes Cadre de vie et sécurité 2016, Insee-ONDRP-SSMSI.

Lecture : en 2015, 3,4 % des ménages résidant dans les ZEAT « Nord » et « Centre-Est » ont été victimes d'actes de vandalisme contre leur logement dans les 12 mois précédant l'enquête.

En 2015, 2,2 % des ménages déclarent avoir été victimes d'un acte de vandalisme contre leur logement. Ce taux de victimation moyen présente quelques disparités selon plusieurs caractéristiques propres aux logements ou aux ménages eux-mêmes que l'enquête CVS permet de préciser.

En matière d'actes de vandalisme contre le logement, on distingue trois groupes de territoires : d'abord les Zeat (cf. glossaire) « Nord » et « Centre-Est » où la proportion de ménages victimes d'actes de vandalisme contre le logement est élevée (3,4 % de ménages victimes en 2015), puis les régions parisienne, Méditerranée et « Est » où la proportion de ménages victimes est dans la moyenne (entre 2,3 % et 2,5 %) et enfin les Zeat « Ouest », « Sud-Ouest » et le bassin parisien où la proportion de ménages victimes est plus faible que la moyenne (entre 1,5 % et 1,7 %). Les très grandes agglomérations, à l'exception notable de l'agglomération parisienne, sont les plus concernées par les actes de vandalisme contre le logement (3,4 % de ménages victimes en 2015). Les communes rurales sont peu exposées (0,9 %). Enfin, la proportion de ménages victimes est également nettement supérieure à la moyenne dans les Zus (4,4 % en 2015 contre 2,1 % hors Zus).

Proportion de ménages victimes d'actes de vandalisme contre leur logement selon les caractéristiques du logement



Champ : ménages ordinaires de France métropolitaine.

Source : enquêtes Cadre de vie et sécurité 2016, Insee-ONDRP-SSMSI.

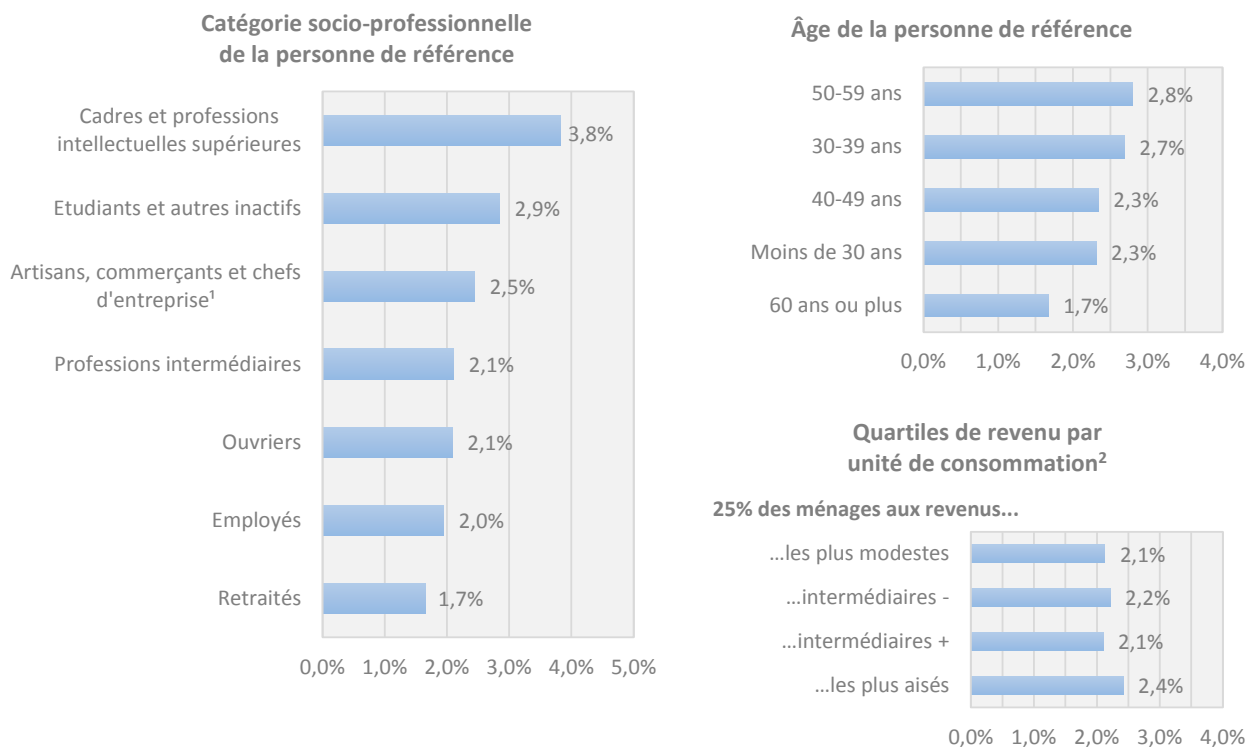
Lecture : en 2015, 2,8 % des ménages résidant en appartement au sein d'un immeuble de 10 logements ou plus ont été victimes d'un acte de vandalisme contre leur logement dans les 12 mois précédant l'enquête.

Note : les ménages dont le logement appartient à la catégorie « autres types de logement » ne sont pas représentés car leur effectif n'est pas suffisant pour calculer une proportion de ménages victimes.

Compte tenu des résultats précédents, on retrouve logiquement une proportion élevée de ménages victimes d'actes de vandalisme contre le logement parmi les ménages vivant en appartement (2,8 % et 2,7 % en 2015 selon que l'immeuble compte plus ou moins de 10 logements) ainsi que parmi les ménages vivant dans des cités ou des grands ensembles (3,2 %) ou dans des quartiers d'immeubles en ville (2,9 %).

Contrairement à d'autres victimations, l'âge ou la catégorie socio-professionnelle de la personne de référence du ménage (cf. glossaire) ainsi que le niveau de vie du ménage apportent des éléments difficiles à interpréter sur l'incidence des actes de vandalisme contre le logement. Pour ce type d'atteinte, les caractéristiques géographiques apparaissent plus discriminantes que les caractéristiques personnelles des ménages. On peut signaler une proportion de ménages victimes plus élevée que la moyenne parmi les ménages dont la personne de référence est cadre (3,8 % en 2015), étudiant ou inactif non retraité (2,9 %), âgée de 50 à 59 ans (2,8 %) ou de 30 à 39 ans (2,7 %).

Proportion de ménages victimes d'actes de vandalisme contre le logement selon les caractéristiques du ménage ou de la personne de référence du ménage



¹ Y compris agriculteurs exploitants.

² Il s'agit du revenu disponible du ménage (c'est-à-dire tous ses revenus, y compris les prestations sociales, nets des impôts directs) divisé par le nombre d'unités de consommation (uc). Le revenu par unité de consommation (aussi appelé « niveau de vie ») est donc le même pour tous les individus d'un même ménage. Les unités de consommation sont calculées selon l'échelle d'équivalence dite de l'OCDE modifiée qui attribue 1 uc au premier adulte du ménage, 0,5 uc aux autres personnes de 14 ans ou plus et 0,3 uc aux enfants de moins de 14 ans.

Champ : ménages ordinaires de France métropolitaine.

Source : enquêtes Cadre de vie et sécurité 2016, Insee-ONDRP-SSMSI.

Lecture : en 2015, 3,8 % des ménages dont la personne de référence est cadre (ou exerce une profession intellectuelle supérieure) déclarent avoir été victimes d'un acte de vandalisme contre leur logement.

Interstats présente des données de référence, des analyses, des études et des séries de chiffres sur l'insécurité et la délinquance mises en ligne par le service statistique ministériel de la sécurité intérieure (SSMSI).

Le SSMSI a été créé en 2014 au sein de l'administration du ministère de l'intérieur. Conformément au **décret n° 2014-1161 du 8 octobre 2014**, il est placé sous l'autorité fonctionnelle conjointe des directeurs généraux de la police nationale (DGPn) et de la gendarmerie nationale (DGGN) et rattaché organiquement à la direction centrale de la police judiciaire de la DGPn.

Ses missions sont :

- l'assistance aux administrations de la police et de la gendarmerie dans l'accomplissement de leurs missions, par un éclairage statistique sur la délinquance, son contexte et l'impact des politiques publiques. Ceci se traduit par la production de notes d'analyses, d'indicateurs statistiques et de tableaux de bord à destination des cabinets, des directions centrales et des services locaux de ces deux administrations, ainsi que du cabinet du ministre ;
- la mise à disposition du grand public de données statistiques et d'analyses sur la sécurité intérieure et la délinquance, dans le respect des règles techniques et déontologiques de fiabilité et de neutralité de la statistique publique. Suite à son **audition par l'Autorité de la statistique publique en juin 2014**, le service a été officiellement reconnu comme membre du système statistique national, au sens de la loi de 1951, par un **arrêté du 9 décembre 2014**, au côté de l'Insee et des 16 autres services statistiques ministériels. L'espace internet Interstats est le vecteur principal de diffusion de ces informations. Le chef du service est le seul responsable, technique et éditorial, des informations et des données qui y sont publiées, ainsi que de leurs dates de publication, conformément aux prescriptions du **code des bonnes pratiques de la statistique européenne**.

Dirigé par un inspecteur général de l'Insee, le service est composé de 18 agents (8 statisticiens des corps de l'Insee, 2 policiers, 2 gendarmes et 6 membres des corps administratifs et techniques du ministère de l'intérieur).



SSMSI : place Beauvau 75008 Paris

Directeur de la publication : François Clanché

Rédacteur en chef : Laure Turner

Auteur : Hélène Guedj

Conception graphique : Marc Grenon-Mur

Visitez notre site internet

www.interieur.gouv.fr/Interstats

Suivez-nous sur Twitter @Interieur_stats